

**Avis du Conseil du bien-être des animaux**  
*concernant la commercialisation des chiens*

L'importation et la commercialisation des chiens restent des points d'attention majeures dans notre pays. C'est pourquoi le Conseil du Bien-être des animaux (CBEA) a décidé de remettre un avis sur le sujet. Cet avis a pour but de permettre une diminution du nombre de chiens abandonnés dans les refuges ainsi que d'augmenter la garantie pour l'acheteur au niveau sanitaire et comportemental.

Le CBEA a réuni dans un groupe de travail des experts scientifiques, des représentants de la protection animale, des éleveurs, des commerçants, de l'Ordre des Médecins vétérinaires ainsi que les services d'inspection de l'administration. Ce groupe de travail a évalué la législation existante ainsi que la situation actuelle du commerce des chiens. Le Conseil prend acte du fait que la législation belge permet d'encadrer un commerce légal de chiens étrangers qui satisfasse aux exigences belges. Le CBEA a pris connaissance du rapport de mission du Service dans les élevages de chiens en Slovaquie et République Tchèque et est conscient qu'il s'agit des conclusions d'une mission ponctuelle et annoncée. La description des constatations et les détails pratiques des travaux sont repris dans une fiche ci-jointe. Il est important de souligner que le Conseil propose un avis avant que la compétence du bien-être soit transférée vers les régions.

1) Concernant la garantie prévue dans les articles 28 et 30 de l'Arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux :

Les périodes de garantie pour les maladies virales sont trop limitées par rapport aux connaissances scientifiques sur les périodes d'incubation. Elles doivent être étendues jusqu'à 20 jours après l'achat pour la maladie de Carré à condition que l'acheteur respecte le protocole de vaccination établi par l'éleveur et jusqu'à 10 jours après l'achat pour la Parvovirose et l'Hépatite infectieuse canine. Cette proposition permettra une meilleure garantie pour le nouveau propriétaire et pour le vendeur tout en permettant un bon état sanitaire des animaux.

De plus le CBEA attire l'attention sur l'importance de trouver une possibilité législative en vue de conserver ce certificat de garantie sans porter préjudice aux autres possibilités de recours en rapport avec tout bien commercialisé en vertu notamment des articles 1641 et suivants du code civil (loi relative à la protection des consommateurs en cas de vente de biens de consommation dont les chiens font partie). Cette possibilité législative devra être compréhensible pour l'acheteur. Le CBEA estime qu'un certificat de garantie sous cette forme est une meilleure garantie pour l'acheteur et donc une source d'amélioration du Bien-être animal.

2) Concernant l'identification et l'enregistrement des chiens :

Il faudrait identifier et enregistrer tous les chiens avant l'âge de 7 semaines. Cette mesure facilitera le contrôle de l'identification et de l'enregistrement du chien par le vendeur avant qu'il ne soit commercialisé.

De plus, le CBEA tient à rappeler qu'il serait opportun de disposer d'une obligation d'identification et d'enregistrement ainsi que d'une banque de donnée d'identification des chiens au niveau européen afin de pouvoir suivre le parcours des chiens commercialisés entre états membres. L'obligation d'encodage des numéros d'identification dans le programme TRACES de la Commission européenne serait également une avancée dans la transparence et le contrôle des normes en vigueur.

3) Concernant les modalités de vente :

Le CBEA propose de mettre en place une interdiction de vente avec livraison à domicile si les acheteurs n'ont pas vu le chien au moins une fois au préalable. De plus, le CBEA estime que les annonces publicitaires pour la

vente de chiots doivent uniquement être permises via le site Internet de l'éleveur ou de l'éleveur-commerçant. Toute autre forme de publicité pour la vente des chiens doit être interdite.

#### 4) Concernant l'environnement d'élevage des chiots :

L'environnement d'élevage des chiots est important à prendre en compte en vue d'une bonne adaptation à la vie proche de l'homme, tout en veillant à ne pas stresser l'animal. Celui-ci doit être exposé à des êtres vivants (humains, animaux) et à des stimuli environnementaux (bruits, odeurs, machines, etc) en considérant que leur présentation soit, tant en quantité qu'en qualité, perçue positivement par l'animal. Cependant, dans une perspective de contrôle par le Service et après avoir consulté la littérature récente et entendu des experts en la matière, le CBEA ne peut proposer de liste de stimuli de socialisation et d'enrichissement de l'environnement à appliquer en fonction de l'âge des animaux, qui garantisse les objectifs fixés par le groupe de travail (permettre une diminution du nombre de chiens abandonnés dans les refuges et augmenter la garantie pour l'acheteur au niveau sanitaire et comportemental).

Cependant, le CBEA insiste sur le fait que chaque élevage, quelle que soit sa taille, doit avoir des connaissances suffisantes concernant l'enrichissement de l'environnement d'élevage mais aussi, doit disposer du personnel, du temps et du matériel en suffisance pour pratiquer globalement cet enrichissement.

Le CBEA tient en outre à souligner qu'il existe actuellement une étude qui doit permettre d'identifier les risques liés à chaque type d'élevage au niveau de leurs santé, hygiène, comportement et bien-être (PUPWELFARE RT 2014).

#### 5) Concernant les éleveurs particuliers (occasionnels, non-agrérés)

Le CBEA préconise que ces éleveurs soient soumis aux mêmes normes d'élevage que celles imposées aux autres types d'élevage.

Attendu que ce type d'éleveurs représente une part très importante du nombre de chiens nouvellement enregistrés chaque année dans la banque de données d'identification des chiens (plus de 50%) ;

Attendu la difficulté de mise en œuvre d'un agrément de ce type d'éleveurs ;

Attendu la difficulté d'un contrôle systématique ;

Attendu que lors d'une plainte, le Service de Contrôle applique les normes d'élevage imposées aux éleveurs agréés ;

Vue l'urgence (régionalisation) ;

le CBEA formule des propositions alternatives concernant les éleveurs occasionnels (voir fiche pour détail).

#### 6) Concernant la commercialisation de chiens provenant de l'étranger,

Le CBEA appuie le fait que la législation sur la reconnaissance des élevages et le commerce des chiens soient harmonisés au niveau européen. Le CBEA est d'avis qu'il faut continuer et renforcer la collaboration entre les services homologues compétents pour le BEA afin de lutter contre les circuits illégaux.

#### 7) Concernant les suspicions de commerce illégal mentionnées dans la fiche du groupe de travail

Le CBEA regrette cette situation. Il est d'avis que ces suspicions devraient pouvoir être investiguées en mettant plus à profit les informations contenues dans la banque de données d'identification des chiens (p.ex. nombre de chiens identifiés par élevage) et en encourageant un nombre plus important d'enquête et de contrôles qui sont à assurer par des services de contrôle ayant des moyens suffisant.

Enfin, le CBEA insiste sur le fait, qu'à côté de toute législation, il faut soutenir toutes les initiatives permettant une sensibilisation des propriétaires et futurs propriétaires ainsi qu'en renforçant les contrôles de l'application de la législation.